Carnet RH : Porter des accusations infondées de harcèlement sexuel constitue-t-il un motif de licenciement ?

30-08-2015

avec

- Réponse : non, sauf mauvaise foi

-

Dans une entreprise, une apprentie porte des accusations « très graves et totalement infondées de harcèlement moral, voire sexuel » à l'encontre de son employeur.

-

A la suite de ces accusations, l'employeur sollicite des juges du travail la résiliation judiciaire du contrat d'apprentissage aux torts exclusifs de l'apprenti.

-

La Cour d'appel fait droit à la demande de l'employeur, au vu du caractère absolument injustifié des accusations.

-

La Cour de cassation ne suit pas les juges du fond.

-

Pour la haute juridiction, en l'absence de « mauvaise foi », la dénonciation d'un harcèlement moral ou sexuel ne peut être prise en considération dans l'appréciation d'éventuelles fautes de l'apprenti.

(Cass. soc. 10/06/15)